



L'ÉGALITÉ HOMMES-FEMMES, L'AUTONOMISATION ET LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES FEMMES ET LA DÉCLARATION DE PARIS SUR L'EFFICACITÉ DE L'AIDE : DOSSIER D'ACTUALITÉ 2

TROUVER LES POINTS D'ANCRAGE

RÉSEAU DU CAD SUR L'ÉGALITÉ HOMME-FEMME · JUILLET 2008

Le présent dossier d'actualité a pour but d'aider les gestionnaires de programmes et les conseillers spécialisés au sein des organismes donateurs à faire progresser l'égalité hommes-femmes et l'autonomisation et le renforcement des capacités des femmes dans le cadre de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide. Les approches, questions et actions spécifiques ici envisagées demandent une concertation avec les partenaires, dans le but de respecter et de renforcer les principes de Paris, notamment l'appropriation, l'alignement et la responsabilité mutuelle.

Aussi, une approche stratégique, des points d'ancrage et des questions à poser en termes d'actions pour accroître l'efficacité du développement, notamment à l'échelle des pays, sont ici esquissés. Y sont également présentés quelques instruments de nature à promouvoir l'égalité hommes-femmes, en tant que plus-value du processus de réforme de l'aide.

Ce dossier fait partie d'une série de publications consacrées à l'efficacité de l'aide, établies par le Réseau du CAD sur l'égalité homme-femme.¹

INTRODUCTION

La Déclaration de Paris, adoptée en mars 2005, fixe des engagements que les donateurs et les pays partenaires doivent respecter afin d'accroître l'efficacité de l'aide publique au développement (APD), dans un contexte d'intensification significative de l'effort d'aide. L'objectif est de réformer la mise en œuvre et la gestion de l'aide de manière à améliorer son efficacité et à obtenir des résultats de développement.

L'égalité des genres et l'autonomisation et le renforcement des capacités des femmes représentent des enjeux-clés pour obtenir des résultats de développement et réaliser les objectifs ultimes de la Déclaration de Paris : d'augmenter les effets de l'aide sur la réduction de la pauvreté et des inégalités, de consolider la croissance, de renforcer les capacités et d'accélérer les avancées vers les Objectifs du Millénaire pour le développement. Les engagements énoncés dans la Déclaration de Paris offrent également la possibilité de gagner du terrain sur la voie de l'égalité hommes-femmes et de l'autonomisation et du renforcement des capacités des femmes. Des mesures concrètes doivent cependant être prises pour s'assurer que les nouvelles modalités corrigent – et ne renforcent pas – les inégalités entre les genres

Le paragraphe 42 de la Déclaration de Paris engage les donateurs et les pays partenaires à harmoniser leurs approches en matière d'égalité hommes-femmes. Les liens entre l'efficacité de l'aide et l'égalité hommes-femmes vont cependant bien au-delà : une *appropriation* démocratique par la base exige la participation de toutes les parties prenantes, des femmes comme des hommes. L'*alignement* suppose l'engagement à renforcer et à soutenir les capacités et les systèmes des pays en développement. Dans ce contexte, les donateurs comme les partenaires du développement peuvent davantage se référer aux accords et conventions conclus au niveau international, notamment aux Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), et aux politiques nationales

¹ Les autres documents de cette série consacrée à l'égalité hommes-femmes, à l'autonomisation et au renforcement des capacités des femmes et à la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide incluent le dossier d'actualité 1, intitulé « Établir les liens » et le dossier d'actualité 3 intitulé « Financements novateurs pour les organisations de femmes ». Ces documents devraient être lus ensemble.

Le Réseau du CAD sur l'égalité homme-femme remercie Cathy Gaynor pour ses contributions au présent dossier.

en matière d'égalité hommes-femmes, comme socle du dialogue sur l'action à mener. La raison d'être de l'*harmonisation* réside dans l'idée que des actions menées par les donateurs de façon conjointe et la mise en commun des procédures réduiront les coûts de transaction et renforceront l'efficacité de l'aide. Les chances que l'égalité hommes-femmes et l'autonomisation et le renforcement des capacités des femmes soient pris en compte dans les approches harmonisées et les efforts de répartition des tâches dépendent de la fermeté des engagements souscrits, tant par les gouvernements des pays partenaires que par les donateurs. La *gestion axée sur les résultats de développement* constitue un élément décisif afin de garantir une attention centrée sur les objectifs et les résultats de développement plutôt que sur les seuls mécanismes ou procédures de mise en œuvre de l'aide. La réduction de la pauvreté et des inégalités, la consolidation de la croissance et le renforcement des capacités, objectifs ultimes de la Déclaration de Paris, incarnent également le socle de toute action visant à instaurer l'égalité hommes-femmes. Enfin, tou-tes les acteur-trices du développement restent responsables des engagements pris en matière d'égalité hommes-femmes et d'autonomisation et de renforcement des capacités des femmes.²

INFLUER LE PROGRAMME D'ACTION VISANT À AMÉLIORER L'EFFICACITÉ DU DÉVELOPPEMENT – UNE APPROCHE STRATÉGIQUE

Les modalités actuelles de l'aide offrent d'immenses possibilités afin de contribuer à l'instauration de l'égalité hommes-femmes et de l'autonomisation et du renforcement des capacités des femmes. Une approche stratégique qui vise ces objectifs pour accroître l'efficacité du développement devra inclure les points suivants :

AU NIVEAU CENTRAL

- **Se familiariser avec la Déclaration de Paris et ses liens avec l'égalité hommes-femmes et l'autonomisation et le renforcement des capacités des femmes**, avec les rapports de suivi et d'évaluation des pays et des organismes et avec les positions défendues par votre organisme.³

Initiatives de collecte de données

Profitant de la dynamique créée par l'atelier sur le thème *L'efficacité du développement en pratique – Mettre en œuvre la Déclaration de Paris pour réaliser des avancées en matière d'égalité hommes-femmes, de protection de l'environnement et de droits humains* (accueilli par l'Irlande en avril 2007), quelques donateurs se sont attachés à améliorer les activités menées conjointement au niveau des pays partenaires afin de mieux appréhender l'utilisation de la Déclaration de Paris comme instrument de promotion de l'égalité hommes-femmes, des droits humains et de la protection de l'environnement.

Ces initiatives visant à rassembler des observations, à mettre en commun les bonnes pratiques et à aider les partenaires à renforcer les effets de la Déclaration de Paris sur le développement, comprennent entre autres :

- « Renforcement de l'impact de la Déclaration de Paris sur la pauvreté, projet de collecte de données sur l'efficacité de l'aide en matière d'égalité hommes-femmes, de droits humains et d'exclusion sociale », financé par le Royaume-Uni, l'Irlande, la Norvège et les Pays-Bas. Au moyen d'études de cas consacrées à des pays, ce projet recense des bonnes pratiques et des cas concrets de mesures visant à mieux faire prendre en compte les questions d'équité sociale dans la mise en œuvre du programme d'action concernant l'efficacité de l'aide. Pour plus d'informations, consulter le site www.dfid.gov.uk.

- le « Partenariat CE/Nations Unies sur l'égalité des genres pour le développement et la paix » de la Commission européenne, l'UNIFEM et l'OIT. Ce programme conjoint recense des approches pratiques visant à faire progresser l'égalité hommes-femmes par le biais des nouvelles modalités de l'aide. Il fait également une large place à l'engagement des femmes dans la prévention des conflits et les efforts de consolidation de la paix. Son objectif général vise l'entière prise en compte de l'égalité hommes-femmes et des droits fondamentaux des femmes dans les processus de développement au niveau national et dans les programmes de coopération soutenus par la Commission européenne. Pour plus d'informations, consulter le site www.gendermatters.eu.

- « Pacific Gender and Aid Effectiveness Case Study Report » de la NZAID et de l'AusAID. Ce rapport présentera une série d'études de cas qui éclaireront plus concrètement les liens entre égalité hommes-femmes et efficacité de l'aide et montreront comment une attention accrue portée à l'égalité hommes-femmes peut servir de levier pour obtenir de meilleurs résultats de développement dans les pays du Pacifique. Pour plus d'informations, consulter le site www.nzaid.govt.nz.

2 Pour de plus amples informations, voir le dossier d'actualité 1 intitulé «Établir les liens »

3 Voir par exemple les résultats de 2006 et de 2008 de l'Enquête de suivi de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris (www.oecd.org/dac/hlfsurvey) et l'Évaluation de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris (www.oecd.org/dac/evaluationnetwork).

- **Suivre le bilan des réformes de l'aide avec une perspective de genre.** Rassembler quelques observations démontrant comment l'égalité hommes-femmes et l'autonomisation des femmes peuvent accroître l'efficacité du développement et les utiliser pour influencer l'action entreprise au niveau national et international.
- **Constituer des alliances avec d'autres acteur-trices traitant d'enjeux prioritaires de développement (également qualifiés de « transversaux »),** comme les droits humains, la protection de l'environnement, l'intégration sociale et la lutte contre le VIH/sida. Afin d'influencer les principales parties prenantes, une approche concertée reste à privilégier en termes d'efficacité, contrairement aux multiples initiatives isolées. Telle a été la démarche adoptée lors des deux ateliers respectivement organisés à Dublin en avril 2007 et à Londres en mars 2008. Le premier portait sur « L'efficacité du développement en pratique: l'application de la Déclaration de Paris pour encourager l'égalité hommes-femmes, la protection de l'environnement et les droits de l'homme (www.oecd.org/dac/effectiveness/inpractice). Le second discutait le thème « Renforcer les résultats et les impacts en matière de développement de la Déclaration de Paris au moyen de travaux sur l'égalité des genres, l'exclusion sociale et les droits humains » (www.oecd.org/dac/effectiveness/resultsandimpacts).
- **Prôner et appuyer le renforcement des capacités relatives à l'égalité hommes-femmes et au programme d'action de Paris, au sein des organismes donneurs.** Par exemple, le Centre pour la valorisation des compétences de Danida propose des formations de base ou plus spécialisées en gestion des finances publiques, dans le cadre de programmes portant sur l'égalité hommes-femmes, au siège et sur le terrain (www.danida-dccd.dk).
- **Anticiper.** Être prêt-e à saisir les opportunités d'aborder l'égalité hommes-femmes et l'autonomisation et le renforcement des capacités des femmes. Participer, par exemple, à des séminaires ou collaborer à une équipe se consacrant à la mise en œuvre de la Déclaration de Paris, au sein d'un programme de pays ou de l'agence.
- **Identifier et associer les acteur-trices de la réforme de l'aide au niveau de l'action internationale,** notamment dans le cadre du Groupe de travail sur l'efficacité de l'aide, en commençant par les collègues au siège de l'organisme, dans le but de s'informer des enjeux ou initiatives à venir et d'envisager les possibilités d'y contribuer ou de les infléchir.
- **Travailler avec d'autres acteur-trices afin d'adopter une approche stratégique et concertée, afin d'exercer une influence** au sein d'une organisation, d'un programme ou d'un secteur.

Approche stratégique d'un organisme bilatéral

Le ministère néerlandais des Affaires étrangères recommande de porter une attention accrue aux questions dites « transversales » dans la mise en œuvre de la Déclaration de Paris. Les départements du ministère s'occupant des droits humains, de la protection de l'environnement et de la santé, du genre et de la société civile, ont donc élaboré, avant l'atelier sur *L'efficacité du développement en pratique : l'application de la Déclaration de Paris pour encourager l'égalité hommes-femmes, la protection de l'environnement et les droits humains*, de Dublin en avril 2007, un mémorandum conjoint, qui a été approuvé et signé par les directeur-trices, puis envoyé au Directeur général. Ce mémorandum :

- exposait les liens entre efficacité de l'aide, OMD, questions dites « transversales » et nouvelle architecture de l'aide ;
- recommandait de s'employer à faire inscrire les questions dites « transversales » à l'ordre du jour du troisième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide devant se tenir au Ghana en septembre 2008 ;
- engageait les départements à instaurer une coopération horizontale plutôt qu'à travailler de façon cloisonnée, en vue de la mise en œuvre des conclusions de l'atelier sur *L'efficacité du développement en pratique* (Dublin, 2007) ; et
- encourageait les donneurs à mener une action conjointe en matière d'égalité hommes-femmes, de droits humains et de protection de l'environnement.

AU NIVEAU DES PAYS

Comprendre le contexte prévalant dans la région et le pays considérés, notamment les cadres et les plans que les gouvernements ont mis en place, est indispensable à la mise en œuvre de l'égalité hommes-femmes dans les ministères centraux et opérationnels, aux niveaux décentralisés et par le biais des ministères chargés de la condition des femmes. Voici quelques exemples de stratégies efficaces au niveau des pays :

- **Obtenir un plus large soutien des acteur-trices sociaux pour influencer les réformes de l'aide** – susciter une prise de conscience en diffusant des informations sur les réformes de l'aide et des données montrant comment l'égalité hommes-femmes et l'autonomisation et le renforcement des capacités des femmes peuvent contribuer à l'efficacité du développement. Aider les parties prenantes (par exemple les principaux ministères sectoriels et les groupes de femmes issus de la société civile) à créer un espace de dialogue sur le genre et à accroître les moyens de participation à ce dialogue.
- **Repérer des alliés influents au cours des débats sur la réforme de l'aide au niveau national**, depuis les organismes donateurs, le gouvernement, jusqu'à la société civile, à tous les niveaux – plus hauts ils seront placés, mieux ce sera. Leur fournir des données et des messages-clés pour les aider à promouvoir la prise en compte du genre dans les débats sur les réformes.
- **Soutenir la société civile** de telle sorte que les ONGs et les organisations de femmes soient en mesure de jouer un rôle d'instrument de « contestation » et d'accompagner les vecteurs de changement qui contribuent à créer une culture locale de reddition des comptes.⁴
- **Utiliser les synergies avec des processus parallèles** pour promouvoir la prise en compte de l'égalité hommes-femmes. La réforme du système des Nations Unies, la mise en œuvre et le suivi du *Code de conduite sur la complémentarité et la division du travail dans la politique de développement* de l'UE, et le Forum de haut niveau de l'ECOSOC pour la coopération en matière de développement traitent tous des réformes de l'aide. Ces initiatives et autres discussions gagnent à être nourries d'une analyse de genre et à être étayées par des données.

Partenariats stratégiques en Tanzanie

Les partenariats stratégiques se sont révélés être l'une des approches les plus efficaces pour progresser de façon durable et décisive sur la voie de l'égalité hommes-femmes en Tanzanie. La première stratégie pour la réduction de la pauvreté en Tanzanie, le programme « Mkukuta », ne prenait pas en compte le genre. Toutefois, à partir de la révision du programme Mkukuta en 2004 et ensuite pendant le processus d'élaboration du nouveau programme Mkukuta en 2005, les efforts concertés des militant-es de l'égalité hommes-femmes ont porté leurs fruits.

Le groupe de travail sur le genre a réussi à créer un espace pour débattre de l'égalité hommes-femmes, une opportunité d'associer les acteur-trices gouvernementaux-les. Un petit groupe de partenaires parmi les donateurs s'est ainsi engagé à renforcer les capacités du gouvernement et a fourni au principal ministère responsable un soutien conjoint pour ses programmes.

Trois moyens faciles à utiliser pour renforcer l'attention portée à l'égalité hommes-femmes

Voici quelques exemples d'outils concrets qui peuvent être utilisés pour renforcer l'attention portée à l'égalité hommes-femmes au sein d'un organisme donneur ou d'un bureau extérieur :

« **Fiche d'information** » : informations propres au pays ou messages-clés relatifs à l'égalité hommes-femmes étayés par des données (si possible des statistiques convaincantes), utilisables à l'occasion de réunions ou comme synthèse à tous les niveaux.

Calendrier des événements : calendrier grand format placé à un endroit bien visible dans l'organisation et sur lequel tous les événements peuvent être annoncés. Il encourage le partage des informations et facilite l'anticipation des points d'ancrage pour l'égalité hommes-femmes.

Séminaires/débats : capitaliser sur les compétences des expert-es et des conseiller-es techniques afin qu'il-elles partagent leur expérience et créent les moyens de comprendre l'égalité hommes-femmes et le rôle qu'elle joue dans la lutte contre la pauvreté et pour l'efficacité du développement. Par exemple, une consultation peut être prolongée afin d'organiser un séminaire à l'heure du déjeuner.

4 Voir également le dossier d'actualité 3 intitulé « L'égalité hommes-femmes, l'autonomisation et le renforcement des capacités des femmes et la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide : financements novateurs pour les organisations de femmes ».

Le changement des modalités de l'aide et des procédures suivies engendre à la fois des opportunités et des défis pour réaliser l'égalité hommes-femmes et l'autonomisation et le renforcement des capacités des femmes. La présente section propose i) des questions-clés en mesure de déterminer des points d'ancrage pour mettre davantage l'accent sur l'égalité hommes-femmes dans certaines des modalités actuelles et ii) des mesures spécifiques destinées à renforcer l'attention portée à l'égalité hommes-femmes et à l'autonomisation et au renforcement des capacités des femmes au niveau national.

PLANS ET STRATÉGIES DE DÉVELOPPEMENT NATIONAL, DONT LES STRATÉGIES DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

i) Questions-clés permettant de déterminer des points d'ancrage

- Les dimensions de pauvreté et de vulnérabilité liées aux inégalités de genre ont-elles bien été prises en compte dans la stratégie de lutte contre la pauvreté ?
- La stratégie de lutte contre la pauvreté inclut-elle des engagements en matière d'égalité hommes-femmes, dont la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF), le Programme d'action de Pékin, les OMD et la Charte Africaine des droits de l'homme et des peuples ?
- La stratégie de lutte contre la pauvreté soutient-elle les politique et plan d'action nationaux sur l'égalité hommes-femmes et l'autonomisation et le renforcement des capacités des femmes ?
- L'analyse de l'égalité hommes-femmes et de la pauvreté s'est-elle concrétisée par des priorités, des objectifs et des plans ?
- Les engagements souscrits en matière d'égalité hommes-femmes dans la stratégie de lutte contre la pauvreté sont-ils reliés aux Cadres de dépenses à moyen terme et aux processus budgétaires ?
- Dans quelle mesure les processus de prise de décision, d'élaboration et de suivi de la stratégie de lutte contre la pauvreté sont-ils inclusifs et participatifs ?
- Quel est le degré d'engagement des acteur-trices de la société civile ?
- Quelle est le degré d'intégration du suivi et de l'évaluation de l'égalité hommes-femmes dans la stratégie de lutte contre la pauvreté et dans son cadre de suivi ?

ii) Mesures spécifiques visant à renforcer l'égalité hommes-femmes

- ⇒ Aider les groupes de travail, au moment opportun, à incorporer l'égalité hommes-femmes lors de l'élaboration de la stratégie de lutte contre la pauvreté, notamment grâce à un soutien en analyse et en assistance technique axée capacités.
- ⇒ Encourager la collecte, la diffusion et l'utilisation de données qualitatives désagrégées par sexe auprès des responsables de l'élaboration des politiques, des rédacteur-trices du document de stratégie pour la réduction de la pauvreté et des personnes chargées de suivre sa mise en œuvre.
- ⇒ Inclure l'égalité hommes-femmes et les exigences de maîtrise du concept de genre dans les termes de référence des Examens conjoints.
- ⇒ Renforcer les capacités du ministère opérationnel pour qu'il puisse efficacement collaborer avec les ministères des Finances et de la Planification en matière d'égalité hommes-femmes.
- ⇒ Afin de développer les capacités des femmes en matière d'égalité hommes-femmes et d'autonomisation et de renforcement des capacités, privilégier des approches coordonnées, placées sous la conduite d'un pays, plutôt qu'une assistance technique ponctuelle et isolée.

Le Plan de développement national cambodgien

Le Cambodge a accompli des progrès remarquables dans l'inscription de l'égalité hommes-femmes dans son Plan de développement stratégique national. L'égalité hommes-femmes a été intégrée dans le Plan en développant les cibles et indicateurs officiels des OMD. Ainsi, une nouvelle cible a été ajoutée à l'OMD3 au niveau national : la lutte contre toutes formes de violences contre les femmes et les enfants. D'autres indicateurs ont également été ajoutés à d'autres OMD, notamment la vulnérabilité des femmes mariées à l'infection par le VIH/sida.

Ce processus est conduit par le ministère de la Condition féminine et appuyé par des donateurs. Il constitue une bonne illustration des efforts déployés pour que les mécanismes de dialogue sur l'aide, entre les gouvernements, les donateurs et la société civile, soient dotés de ressources suffisantes afin de débattre et rendre des comptes sur l'égalité hommes-femmes.

LES APPROCHES SECTORIELLES

i) Questions-clés pour déterminer des points d'ancrage

- Où et comment l'égalité hommes-femmes apparaît-elle dans le(s) plan(s) et programmes sectoriels ?
- Les relations et les dynamiques de genre sont-elles correctement analysées et comprises dans les différents secteurs ?
- Les plans sectoriels tiennent-ils compte des engagements nationaux en matière d'égalité hommes-femmes ?
- Existe-t-il, aux niveaux national et infranational, des capacités permettant de mettre en œuvre, dans les secteurs, les engagements souscrits en matière d'égalité des genres ?
- Les groupes de travail sectoriels ou techniques ont-ils accès aux expertises et ressources requises en matière d'égalité hommes-femmes ?
- L'égalité hommes-femmes est-elle prise en compte dans le Cadre d'évaluation des résultats sectoriels, notamment par des indicateurs sexospécifiques ?
- Dans le secteur, les structures nécessaires à la création d'un espace de débat des inégalités hommes-femmes existent-elles ?
- Le secteur est-il doté d'une stratégie en matière d'égalité hommes-femmes et d'une ligne budgétaire spécifique ? Dans le secteur, comment les autres interventions portant sur l'égalité hommes-femmes sont-elles soutenues aux niveaux national et infranational ?
- Les secteurs pour lesquels il n'existe pas d'approches sectorielles (en particulier dans les domaines matériels, comme les secteurs de la production et des infrastructures) se préoccupent-ils des inégalités de genre et de l'autonomisation et du renforcement des capacités des femmes ?

ii) Mesures spécifiques visant à renforcer l'égalité hommes-femmes

- ⇒ Encourager l'analyse conjointe de l'égalité hommes-femmes dans tous les secteurs, y compris celui des budgets sectoriels, par les partenaires et la communauté des donateurs, en diffusant des messages-clés auprès des décideurs politiques.
- ⇒ Promouvoir l'image des femmes et des hommes ainsi que des organisations de femmes, dans les processus de consultation sectorielle, aux niveaux national et infranational.
- ⇒ Veiller à ce que la problématique de genre figure dans les termes de référence des rapports et mise en œuvre des examens sectoriels communs.
- ⇒ S'aligner, dans le secteur, sur les politiques nationales et les engagements souscrits au niveau international en matière d'égalité hommes-femmes.
- ⇒ Encourager l'adoption d'indicateurs sexospécifiques dans les cadres et les mécanismes d'évaluation des résultats des approches sectorielles, en vue de suivre les dépenses, d'évaluer les performances et de prouver les impacts

d'égalité des genres dans le secteur.

- ⇒ Développer dans le secteur, au sein de personnel et du ministère opérationnel, des compétences relatives à l'analyse des politiques et actions, à la gouvernance et aux processus budgétaires, ainsi qu'à la compréhension du rôle des organisations de la société civile, notamment des groupes de femmes et du Parlement.
- ⇒ Repérer et diffuser les bonnes pratiques en matière d'égalité hommes-femmes au sein des secteurs et entre secteurs, et plus particulièrement des approches sectorielles les plus anciennes aux plus récentes.

Le secteur de la justice et de l'ordre public en Ouganda

En Ouganda, le Groupe des partenaires pour le développement chargé de la question de la justice et de l'ordre public (Justice Law and Order Development Partner Group) a constaté que, pour encourager l'intégration transversale du genre, une approche conjointe et coordonnée s'avérait plus efficace que les initiatives bilatérales et ponctuelles des donateurs. Cette approche a été menée de façon transparente, en partenariat avec le gouvernement, et en utilisant le financement et les processus existants dans le secteur.

SOUTIEN BUDGÉTAIRE

i) Questions-clés pour déterminer des points d'ancrage

- L'aide est-elle transmise par le biais du soutien budgétaire conforme aux indicateurs de la stratégie de lutte contre la pauvreté et ces indicateurs sont-ils sexospécifiques ?
- Une place est-elle accordée à l'égalité hommes-femmes dans le dialogue sur l'utilisation et l'attribution du soutien budgétaire ?
- A-t-on mis en place des mesures incitatives pour le personnel et des mécanismes de reddition de comptes afin de déterminer si les donateurs encouragent l'égalité hommes-femmes et l'autonomisation et le renforcement des capacités des femmes dans le dialogue sur l'utilisation du soutien budgétaire ?
- Les liens entre économie formelle, économie de subsistance et économie non rémunérée – et la place des femmes en leur sein – sont-ils pris en compte dans l'évaluation du soutien budgétaire ?

ii) Mesures spécifiques visant à renforcer l'égalité hommes-femmes

- ⇒ Faire explicitement figurer l'égalité hommes-femmes et l'autonomisation et le renforcement des capacités des femmes dans le mémorandum conclu entre les partenaires du soutien budgétaire.
- ⇒ Créer un forum afin de favoriser dialogue et coordination sur l'égalité hommes-femmes ; créer des liens entre secteurs et entre groupes de travail thématiques, y compris les groupes sur l'égalité hommes-femmes.
- ⇒ Faire figurer l'égalité hommes-femmes dans les priorités du cadre d'évaluation des performances et utiliser des indicateurs et données sexospécifiques dans les examens conjoints.
- ⇒ Encourager les approches à long terme de l'égalité hommes-femmes par le biais du soutien budgétaire.

Zambie

En Zambie, l'égalité hommes-femmes figure dans le Cadre d'évaluation des performances relatif au soutien budgétaire et il a été convenu de procéder à un audit de genre tous les deux ans dans les secteurs prioritaires.

GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

i) Questions-clés pour déterminer des points d'ancrage

- Jusqu'où les militant-es de l'égalité hommes-femmes sont-ils engagé-es dans les processus et investissements actuellement mis en œuvre dans la gestion des finances publiques et quel est le résultat ?
- Dans leurs efforts pour améliorer la gestion des finances publiques, les ministères centraux et opérationnels prennent-ils en compte l'égalité hommes-femmes dans leurs plans et budgets sectoriels ?
- Les synergies entre gestion des finances publiques et approches budgétaires sensibles au genre sont-elles reconnues et de réelles interactions entre personnes qui établissent les budgets avec une perspective de genre et celles qui conçoivent des systèmes de bonne gouvernance économique et de gestion transparente des finances publiques ?
- Les crédits budgétaires alloués à l'égalité hommes-femmes ont-ils changé à la suite de l'amélioration de la gestion des finances publiques et/ou d'initiatives budgétaires sensibles au genre ?
- Comment les acteur-trices de la société civile participent-ils aux processus de réforme de la gestion des finances publiques et en quoi cela influence-t-il la poursuite de l'objectif d'égalité ?

ii) Mesures spécifiques visant à renforcer l'égalité hommes-femmes

- ⇒ Renforcer les capacités du personnel de l'organisme donneur, du gouvernement local, des parlementaires et des groupes de la société civile, dans le but qu'ils comprennent comment interviennent les systèmes de gestion des finances publiques pour s'attaquer aux problèmes budgétaires et suivre l'attribution des ressources avec une perspective de genre.
- ⇒ Intégrer la problématique de l'égalité des genres dans l'évaluation des dépenses publiques et des politiques fiscales, de l'impact des politiques de dépenses publiques et des stratégies budgétaires, et dans les examens et systèmes de suivi des dépenses publiques.
- ⇒ Encourager l'utilisation d'évaluations genrées de l'impact social et sur la pauvreté dans les réformes macroéconomiques et structurelles.
- ⇒ Renforcer les capacités en matière de budget sensible au genre dans le cadre, plutôt qu'en dehors, des réformes de la gestion des finances publiques et des programmes de développement des capacités.
- ⇒ Veiller à ce que les capacités en matière de budget sensible au genre soient développées dans le cadre des grandes réformes de la gestion des finances publiques et du secteur public et deviennent partie intégrante de l'ensemble des compétences à la disposition des principaux-les acteur-trices, au lieu de rester l'apanage d'un service ou de fonctionnaires spécialisés.

Le processus budgétaire en Tanzanie

Le Tanzania Gender Networking Programme, organisation non gouvernementale, a contribué à l'institutionnalisation du genre dans la procédure budgétaire, en menant une action de plaidoyer, en développant les capacités, en influant des processus comme la politique fiscale et en agissant sur une enquête sur le travail des ménages.

RÉPARTITION DES TÂCHES / STRATÉGIES D'AIDE CONJOINTES

i) Questions-clés pour identifier des points d'ancrage

- Comment la responsabilité de l'égalité hommes-femmes et de l'autonomisation et du renforcement des capacités des femmes est-elle envisagée dans le cadre de la division du travail ? S'agit-il par exemple d'un thème transversal ou d'un secteur ? Quelles implications de l'approche adoptée ?

- Où et comment l'égalité hommes-femmes est-elle mentionnée dans le document de stratégie d'aide conjointe ?
- Dans le cadre de la répartition des tâches, comment les capacités et le dialogue sur l'action à mener en matière d'égalité hommes-femmes sont-ils pérennisés dans l'ensemble des secteurs et domaines thématiques ?
- En quoi le travail d'analyse et le dialogue sur l'action à mener en matière d'égalité hommes-femmes ont-ils pesé sur le programme de stratégie d'aide conjointe ?
- Lors du processus d'élaboration de la stratégie d'aide conjointe, des alliances ont-elles été effectivement conclues entre spécialistes d'autres questions dites « transversales » et spécialistes de la politique sociale ?
- Le(s) donneur(s) disposant de l'avantage comparatif et des capacités les plus importantes assume(nt)-il(s) la direction de la coordination des donneurs pour l'égalité hommes-femmes ?
- Suite à l'harmonisation des approches des donneurs, risque-t-on de réduire l'attention portée à l'égalité hommes-femmes à l'état de « plus petit dénominateur commun » ? Si oui, qu'est-il mis en œuvre pour limiter ce risque ?
- Comment la société civile s'est-elle impliquée dans la stratégie d'aide conjointe ? Son rôle d'instrument de contestation a-t-il clairement été expliqué et comment cette position influe-t-elle l'attention portée à l'égalité hommes-femmes ?
- La stratégie d'aide conjointe modifie-t-elle d'une manière ou d'une autre les compétences du personnel recherché par les organismes donneurs et quelle place est accordée à l'égalité hommes-femmes dans ce processus ?

ii) Mesures spécifiques visant à renforcer l'égalité hommes-femmes

- ⇒ Observer ce qui advient de l'égalité hommes-femmes dans la répartition des tâches (notamment en comparant les expériences de différents pays).
- ⇒ Mettre en place des garanties appropriées pour s'assurer que la stratégie d'aide conjointe n'aboutit pas à la marginalisation de l'égalité hommes-femmes ou d'autres préoccupations de politique sociale.
- ⇒ Observer l'influence exercée par les groupes de travail des donneurs sur l'égalité des genres.
- ⇒ Développer des capacités au sein des organismes ayant des fonctions clairement définies dans la répartition des tâches, afin de s'assurer que les engagements pris en matière d'égalité hommes-femmes sont tenus et que les défis sont identifiés et traités.

Division du travail en matière d'égalité hommes-femmes

En Tanzanie, le Groupe des partenaires pour le développement chargé de la question de l'égalité hommes-femmes (Development Partner Gender Equality Working Group) a élaboré, en s'inspirant de la répartition des tâches dans la stratégie d'aide conjointe, un gabarit indiquant le statut de chaque organisme – pilote, actif, délégué – en matière d'égalité des genres. Le Groupe de travail a également cartographié les différents domaines/secteurs d'engagement des donneurs afin de déterminer où les donneurs respectifs disposent d'un avantage comparatif dans la promotion de l'égalité hommes-femmes. Reste à suivre les progrès réalisés grâce à cette initiative et à d'autres mécanismes.

En Zambie, où le gouvernement a considéré l'égalité hommes-femmes comme un secteur, cet enjeu n'a pas été reconnu comme prioritaire par les organismes donneurs lorsqu'ils ont décidé la répartition des tâches, ce qui a soulevé des inquiétudes quant à l'engagement du donneur en la matière.

SOUTIEN À LA SOCIÉTÉ CIVILE, NOTAMMENT AUX GROUPES DE FEMMES

i) Questions-clés pour déterminer des points d'ancrage

- A quel point le soutien aux organisations de la société civile œuvrant pour l'égalité hommes-femmes et l'autonomisation et le renforcement des capacités des femmes est-il harmonisé ?
- Les réformes de l'aide et les nouvelles structures offrent-elles à la société civile plus ou moins d'espace de participation durable, notamment en matière d'égalité hommes-femmes ?
- Quelle est la qualité du soutien apporté aux groupes socialement exclus, aux femmes et à leurs représentant-es, pour qu'ils participent aux processus de développement aux niveaux national et infranational ?

L'engagement de la société civile dans les situations précaires – l'exemple du Zimbabwe

La société civile joue un rôle déterminant en exigeant une bonne gouvernance et en offrant une prestation de services satisfaisante. Elle peut intervenir de façon décisive pour que l'accent soit mis sur l'égalité hommes-femmes dans les États fragiles et dans les situations précaires.

Au Zimbabwe, la collaboration entre l'UNIFEM et la Coalition des femmes – une organisation-parapluie de la société civile – s'est avérée déterminante dans la mise en œuvre d'une communication ouverte et efficace sur l'égalité hommes-femmes. Cette démarche s'est réalisée malgré un contexte où les questions d'égalité hommes-femmes et d'exclusion sociale sont voilées par l'accent mis sur l'aide humanitaire.

- Comment aide-t-on les organisations de la société civile et les groupes de femmes à développer leur capacité à participer aux processus d'aide réformée ?
- Le rôle d'instrument de contestation des organisations de la société civile est-il clairement défini - ou s'efforce-t-on de se mettre d'accord sur ce point ?

ii) Mesures spécifiques visant à renforcer l'égalité hommes-femmes

- ⇒ Adopter des approches harmonisées afin d'appuyer les organisations de la société civile qui travaillent à instaurer l'égalité hommes-femmes et à l'autonomisation et au renforcement des capacités des femmes.
- ⇒ Inciter à l'harmonisation et à la coordination entre les organisations de la société civile et les groupes de femmes, en privilégiant notamment la création d'alliances et d'organisations-parapluie.
- ⇒ Encourager les organisations de la société civile à la reddition des comptes et à la transparence auprès de ceux-elles qu'elles représentent.
- ⇒ Soutenir l'indépendance de la société civile lorsqu'elle demande aux gouvernements et aux donateurs de rendre des comptes en matière de résultat dans la mise en œuvre de l'égalité hommes-femmes.
- ⇒ Renforcer les capacités de la société civile, y compris des parlementaires, à comprendre et à mettre en œuvre le programme d'action de Paris.

Soutien aux ONGs en Ouganda

En Ouganda, les donateurs ont fait bénéficier les ONGs de financements groupés afin qu'elles exercent une influence sur le secteur de la justice et de l'ordre public. Aussi, des organisations se sont rassemblées au sein d'un forum stratégique afin de formuler des problèmes et des préoccupations et assurer le lien avec le gouvernement, qui fait également partie du Comité consultatif du fonds.

OUTILS DE L'ÉGALITÉ HOMMES-FEMMES, VALEUR AJOUTÉE DU PROCESSUS DE RÉFORME DE L'AIDE

De nombreux outils ont été élaborés pour intégrer l'égalité hommes-femmes et l'autonomisation et le renforcement des capacités des femmes dans les politiques et programmes de développement. Ces outils peuvent également faciliter la mise en œuvre de la Déclaration de Paris et garantir qu'elle améliore les conditions de vie des hommes et des femmes. Ces principaux outils sont les suivants :

- **Analyse de genre et planification** : cet outil est essentiel aussi bien pour la planification gouvernementale que pour permettre aux donateurs de déterminer les priorités et stratégies en matière d'égalité hommes-femmes, adaptées à chaque pays. Il s'avère utile pour travailler aux niveaux des politiques, des secteurs, des programmes et des modalités, ainsi que pour le dialogue sur l'action à mener. Il est donc nécessaire de renforcer les capacités d'analyse de genre au sein des ministères centraux et opérationnels, aux niveaux décentralisés et dans les organisations de la société civile, et de traduire les analyses en stratégies et programmes.

- **Données désagrégées par sexe et indicateurs de genre** : des données tant quantitatives que qualitatives sont indispensables pour suivre les progrès accomplis en matière de résultats de développement et pour identifier les inégalités de genre et les discriminations. Les donateurs devraient investir dans le renforcement de capacités nationales pour la collecte, l'analyse et la diffusion de telles données. Ces informations peuvent également apporter une valeur ajoutée aux cadres d'évaluation des performances, qui devraient intégrer une perspective d'égalité des genres.
- **Des évaluations qualitatives** peuvent aider à fournir une représentation de ce qui se passe dans une situation donnée et pourquoi, vision qui débouchera sur de meilleurs résultats de développement. Les donateurs pourraient favoriser le développement et l'utilisation de telles évaluations qualitatives, notamment afin de compléter le suivi avant tout quantitatif des indicateurs et objectifs de la *Déclaration de Paris*.
- **L'analyse genrée des impacts sur la pauvreté et le social** sert à guider et à évaluer les résultats des réformes des politiques et programmes, en particulier celles susceptibles d'affecter les pauvres. Elle permet une planification et une gestion des résultats plus efficaces, ainsi qu'une plus grande reddition des comptes.
- **Gestion des finances publiques et budget sensible au genre** : la prise en compte des considérations liées à l'égalité des genres dans le processus global de budgétisation permet de mieux cibler et distribuer les bénéfices du développement et d'améliorer la fiabilité des systèmes de gestion des finances publiques.

La budgétisation sensible au genre vise à influencer l'établissement et l'exécution de budgets, en prenant en compte les inégalités de genre et les discriminations. Elle offre donc plus que la seule analyse budgétaire (réalisée après coup). La mise en œuvre d'un budget sensible au genre devrait être menée de concert avec les réformes d'ensemble de la gestion des finances publiques. De même, les donateurs, qui soutiennent la gestion des finances publiques, devraient inclure, dans les termes de référence de l'assistance technique, des exigences d'expertise de genre.

SUIVI ET ÉVALUATION

Plusieurs mécanismes ont été mis en place pour suivre et évaluer les stratégies de développement et les réformes de l'efficacité de l'aide. Chacun d'entre eux offre l'opportunité d'évaluer l'intégration de l'égalité hommes-femmes et de l'autonomisation et du renforcement des capacités des femmes.

Le suivi et l'examen des stratégies et effets du développement comprennent des systèmes de suivi et de reddition de comptes nationaux et des examens conjoints, en relation avec les stratégies de lutte contre la pauvreté, le soutien budgétaire et les programmes sectoriels. Le suivi des engagements par le biais des rapports sur les OMD, de la CEDEF et du Rapport national sur le développement humain représentent d'autres exemples de mécanismes de suivi. Les capacités des agences gouvernementales et de la société civile nécessitent d'être renforcées afin de mieux réaliser ce suivi.

Suivi de la Déclaration de Paris : les douze indicateurs, utilisés afin d'établir le cadre de référence et de suivre les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs-cibles fixés par la Déclaration de Paris, ne peuvent être immédiatement exploitables pour une analyse de genre. Les expert-es en genre et les militant-es de l'égalité hommes-femmes devraient cependant se familiariser avec les rapports de suivi de la Déclaration de Paris (2006 et 2008), les rapports nationaux et les rapports des organismes donateurs et s'en servir afin d'identifier les opportunités de changement.⁵

Le document adopté par le troisième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide (Accra, septembre 2008) – Plan d'action d'Accra – présentera quelques stratégies prospectives destinées à compléter les engagements de la Déclaration de Paris. Il devrait déboucher sur de nouvelles perspectives de suivi des résultats en matière d'égalité hommes-femmes.

Évaluation de la Déclaration de Paris : une évaluation conduite par le Réseau du CAD sur l'évaluation du développement examine les enseignements tirés à ce jour de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris. La première partie de l'évaluation se focalise davantage sur l'analyse des moyens d'améliorer la mise en œuvre de l'aide que sur la formulation d'un jugement définitif concernant l'efficacité. La deuxième partie de l'évaluation, qui devrait être utilisable après le troisième Forum de haut niveau d'Accra, fournira des informations sur les impacts et effets du renforcement de l'efficacité de l'aide. L'égalité hommes-femmes et l'autonomisation et le renforcement des capacités des femmes ne sont pas explicitement abordés dans la première partie de l'évaluation, mais il sera possible d'aborder ces enjeux dans la deuxième partie.⁶

⁵ Consulter le site www.oecd.org/dac/hlfsurvey

⁶ Consulter le site www.oecd.org/dac/evaluationnetwork.

Documentation générale

Budlender D. (2007), *Financing for Development : Aid Effectiveness and Gender-Responsive Budgets*. Document de travail établi pour la huitième réunion des ministres de la Condition féminine du Secrétariat du Commonwealth à Kampala (Ouganda), 11-14 juin 2007.

Code de conduite sur la complémentarité et la division du travail dans la politique de développement de l'UE, Conseil de l'Union européenne Bruxelles, 15 mai 2007, 9558/07 DG E II.

Fleming, S. *et al.* (juin 2007), *Strengthening the Poverty Impact of the Paris Declaration: Aid Effectiveness evidence gathering project on gender equality, human rights and social exclusion*. Conceptual Framework and Partnership Strategy : Background documents for Phase 2.

INTRAC Newsletter n° 33 mai 2006, sur le thème *Aid Harmonisation : Challenges for Civil Society*.

La Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide (2005). Consultable sur le site www.oecd.org/dac/effectiveness/parisdeclaration.

Manning, R. (2007), *Coopération pour le développement – rapport 2006*, Revue de l'OCDE sur le développement, Volume 8, n° 1, OCDE.

OPM, Social Development Direct and Working Together, *Making Aid More Effective through Gender, Rights and Inclusion : Evidence from Implementing the Paris Declaration*. Résumé analytique, juin 2008. Rapport financé par le DFID, Irish Aid, les Pays-Bas et la Norvège.

OCDE CAD, *Principes pour l'engagement international dans les États fragiles et les situations précaires*, avril 2007.

Social Development Direct (mars 2006) *Aid Instruments, Social Exclusion and Gender*, document établi pour le DFID.

UNIFEM (mars 2006) *Promoting Gender Equality in New Aid Modalities and Partnerships* : document de travail, UNIFEM, New York.

Sites Web

Atelier sur le thème « L'efficacité du développement en pratique : l'application de la Déclaration de Paris pour encourager l'égalité homme-femme, la protection de l'environnement et les droits de l'homme » Dublin, avril 2007 : www.oecd.org/dac/effectiveness/inpractice.

Atelier sur le thème « Renforcer les résultats et les impacts en matière de développement de la Déclaration de Paris aux moyens de travaux sur l'égalité des genres, l'exclusion sociale et les droits humains », Londres, mars 2008 : www.oecd.org/dac/effectiveness/resultsandimpacts.

Partenariat CE/Nations Unies sur l'égalité des genres pour le développement et la paix : www.gendermatters.eu.

The Gender and Development Network (GAD) du Royaume-Uni : www.gadnetwork.org.uk.

Documents de l'UNIFEM consacrés à l'égalité hommes-femmes et l'efficacité de l'aide : www.unifem.org/gender.

Documents de la réunion de 2006 des ministres des Finances et de la réunion de 2007 des ministres de la Condition des femmes du Commonwealth : www.thecommonwealth.org/gender.

Troisième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide : www.accrahlf.net